

DEC 47/2014

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2014-2015

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 12 novembre 2014

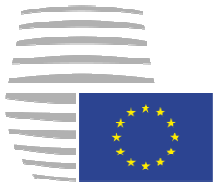
Enregistré à la Présidence du Sénat
le 12 novembre 2014

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT.

Virements de crédits n° DEC 47/2014 – Section III – Commission – du budget général 2014

E 9832



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 4 novembre 2014
(OR. en)

15030/14

FIN 814

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Jacek DOMINIK, membre de la Commission européenne
Date de réception:	4 novembre 2014
Destinataire:	Monsieur Enrico ZANETTI, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Virement de crédits n° DEC 47/2014 - Section III - Commission - du budget général 2014

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission DEC 47/2014.

p.j.: DEC 47/2014



BRUXELLES, LE 31/10/2014

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2014

SECTION III - COMMISSION TITRES: 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 47/2014

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence	CE	-17 000 000,00
	CP	-17 000 000,00

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, aide alimentaire et préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins	CE	17 000 000,00
	CP	17 000 000,00

I. PRÉLÈVEMENT

I.1

a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 24/10/2014

	CE	CP
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	297 000 000,00	150 000 000,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	-70 000 000,00	-120 000 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	227 000 000,00	30 000 000,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00	0,00
5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	227 000 000,00	30 000 000,00
6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	n/a	n/a
7 Prélèvement proposé	17 000 000,00	17 000 000,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	5,72 %	11,33 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 26 § 1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 24/10/2014	0,00	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	n/a	n/a

d) Justification détaillée du virement

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve pour aides d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins d'aide de pays tiers spécifiques, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi pour la gestion civile des crises et la protection civile, et pour des situations dans lesquelles les flux migratoires exercent une pression particulière aux frontières extérieures de l'Union lorsque les circonstances l'exigent.

II. RENFORCEMENT

II.1

a) Intitulé de la ligne

23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une aide alimentaire en fonction des besoins

b) Données chiffrées à la date du 24/10/2014

	CE	CP
1A Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	874 529 000,00	747 582 107,00
1B Crédits de l'exercice (AELE)	0,00	0,00
2 Virements	71 400 000,00	218 400 000,00
3 Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	945 929 000,00	965 982 107,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	916 229 000,00	886 772 651,99
5 Crédits inutilisés/disponibles (3-4)	29 700 000,00	79 209 455,01
6 Besoins jusqu'à la fin de l'exercice	46 700 000,00	96 209 455,01
7 Renforcement proposé	17 000 000,00	17 000 000,00
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	1,94 %	2,27 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 26 § 1 b et c du règlement financier, calculé selon l'article 14 des règles d'application par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	216 479,02	189 311,25
2 Crédits disponibles à la date du 24/10/2014	2,52	189 311,25
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	100,00 %	0,00 %

d) Justification détaillée du virement

Au 16 octobre 2014, le taux d'exécution global des crédits inscrits sur les lignes de l'aide humanitaire (chapitre 23 02) était respectivement:

- de 97,1 % pour les engagements et de 91,5 % pour les paiements en ce qui concerne l'aide humanitaire et l'aide alimentaire;
- de 99,3 % pour les engagements et de 97,4 % pour les paiements en ce qui concerne la préparation aux catastrophes.

Ce taux d'exécution élevé est conforme à la stratégie opérationnelle et à la planification budgétaire qui ont été définies pour 2014 par les services de la Commission. Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la Commission détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays pour l'année à venir. Par ailleurs, conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, un montant de 105 millions d'EUR, correspondant à près de 12 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial, est resté non alloué pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins («réserve opérationnelle»).

L'épidémie actuelle d'Ebola est sans précédent et doit être rapidement endiguée, notamment en Sierra Leone, au Liberia et en Guinée. En raison de la complexité et des vastes répercussions de l'épidémie, conjuguées à la difficulté de mettre en place des procédures efficaces pour la contenir, l'augmentation exponentielle du nombre de patients dépasse nettement les capacités d'isolation et de traitement de ces derniers. Au 20 octobre, on dénombre plus de 9 200 patients contaminés et plus de 4 500 décès, parmi lesquels plus de 230 membres du personnel soignant.

Les services de santé en Sierra Leone et au Liberia sont au bord de l'effondrement total, toutes les ressources disponibles étant consacrées à la lutte contre le virus. La morbidité et la mortalité consécutives à d'autres affections devraient dès lors considérablement augmenter. L'épidémie est extrêmement destructrice, étant donné qu'elle est une source potentielle d'instabilité et de ralentissement de l'économie et pourrait avoir des répercussions régionales plus larges.

Cette épidémie est désormais considérée comme une crise revêtant plusieurs dimensions, qui requiert une réponse coordonnée de l'Afrique et du reste du monde. Les Nations unies estiment à quelque 1 milliard d'USD la somme nécessaire pour contenir l'épidémie dans les neuf mois à venir.

À ce jour, l'UE a soutenu ou promis de soutenir la réaction d'urgence sanitaire en fournissant une aide humanitaire de 39 millions d'EUR, dont 28 millions d'EUR en provenance du Fonds européen de développement (FED) et 4 millions d'EUR du mécanisme de protection civile de l'Union. Une aide supplémentaire est prévue à hauteur de 173 millions d'EUR, dont 130 millions d'EUR du FED, 24 millions d'EUR d'Horizon 2020 et 19 millions d'EUR de l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix.

Une aide complémentaire de l'UE d'un montant de 17 millions d'EUR est nécessaire pour soutenir les actions suivantes:

- répondre aux besoins humanitaires en matière de santé (principalement, centres de traitement d'Ebola et centres collectifs de soins);
- contenir l'épidémie grâce à la prévention, à la sensibilisation et aux activités WASH (*Water, Sanitation and Hygiene* - eau, assainissement et hygiène);
- coordonner le soutien et la logistique.

La Commission a examiné toutes les possibilités de reprogrammation au sein du budget de l'aide humanitaire. La réserve opérationnelle s'établit actuellement à 31 millions d'EUR, après prise en compte des besoins urgents pour des crises touchant les régions suivantes: Afghanistan, Pakistan, Amérique centrale, Mali, Iraq, Palestine, Ukraine, Somalie, etc. Un montant de 6 millions d'EUR provenant de la réserve opérationnelle est en outre prévu pour faire face aux crises en Iraq et en Ukraine. Le montant restant de 25 millions d'EUR est nécessaire pour conserver une capacité de réaction suffisante pour de nouvelles interventions en cas de catastrophes de moindre ampleur et d'autres événements imprévisibles, ainsi que pour les catastrophes naturelles récurrentes jusqu'à la fin de l'année. Il convient de noter que la saison des ouragans dans les Caraïbes et celle des moussons en Asie du Sud-Est sont loin d'être terminées.

La Commission a également examiné toutes les possibilités de redéploiement de crédits au sein de la rubrique 4. Cependant, aucun crédit supplémentaire n'a pu être trouvé.

Par conséquent, la Commission sollicite un renforcement de 17 millions d'EUR en crédits d'engagements et de paiement par la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence.

EBOLA CRISIS IN LIBERIA, SIERRA LEONE AND GUINEA

Key financial information	
Total commitments in 2013	Not applicable
Amount in the World Wide Decision (WWD) 2014: Ebola share in Humanitarian Implementation Plan Epidemics	EUR 3 million
Amount from the B-envelope of the European Development Fund (EDF)	EUR 28 million
Additional appropriations from the Humanitarian Aid budget (Operational Reserve) and Civil Protection Mechanism	EUR 7.9 million
Other funding from the EU budget (EDF, Instrument contributing to Stability and Peace (IcSP), Horizon 2020)	EUR 173 million

Additional needs	
Total needs	EUR 17 million
When are the credits needed	immediately

Why do we need additional funding?

The outbreak of Ebola in West Africa has reached unprecedented scale. In Sierra Leone and Liberia it is out of control and has spread to the capitals of the countries. In Guinea, where some control had been gained, the epidemic is spiking again. With the failure to establish effective procedures to contain the epidemic, the exponential rise in the number of patients largely overwhelms the capacities of local structures to isolate and treat patients.

As of 20 October 2014, there are more than 9 200 infected patients and over 4 500 deaths, including more than 230 health workers.

The Health services in Sierra Leone and Liberia are in a state of total collapse. Morbidity and mortality from other medical conditions is thus expected to increase dramatically. The crisis has an extremely destructive potential. All three most affected countries have only recently come out of conflicts and are still very fragile. The potential for instability and economic downturn is high, with a possibility for larger regional consequences. All three affected countries have instituted States of Emergency. Sierra Leone and Liberia have deployed troops to restrict movement into and out of the epidemic "hot spots". There are concerns that increasing food prices and disruption of agriculture may eventually entail food insecurity.

Neighbouring countries are establishing contingency plans to prepare for such an eventuality. This has included restrictions on air, maritime and ground travel that have isolated the three most affected countries and disrupted the response to the epidemic.

The outbreak is a multi-dimensional crisis which requires a coordinated response from Africa and the rest of the international community.

The EU has responded swiftly through the deployment of Commission's experts and financial assistance (EUR 39 million) and three EU mobile laboratories. Substantial additional development aid (EUR 130 million) has also been allocated from the European Development Fund (EDF), while additional funds are being provided from Horizon 2020 (EUR 24 million) and the Instrument contributing to Stability and Peace (EUR 19 million). EU funding now stands at around EUR 212 million. The EU will facilitate EU Member States contributions through the EU Civil Protection Mechanism, to help with transport and with matching needs from the World Health Organization (WHO) and offers from EU Member States. The United Kingdom has increased its commitment to Sierra Leone to provide facilities to care for 700 additional patients. France has pledged to provide additional hospital facilities in southern Guinea. In total, Member States have announced pledges amounting to a total of EUR 646 million. The Ebola response has been discussed by the European Council of 30 August 2014, at an EU high level meeting on 15 September and led to Conclusions of the Foreign Affairs Council of 20 October for increased effort. It was also the subject of a European Parliament Resolution of 18 September and Commissioner Georgieva's intervention of 20 October at the European Parliament's plenary. At the request of the European Council, the Commission has developed an EU Comprehensive Response Framework.

The international community has also responded. The United Nations (UN) Security Council approved a resolution to establish an unprecedented new emergency UN health mission to the region (UNMEER). It was on the agenda for G7 Foreign Ministers (preceded by a G7 Africa Directors) on 24 September and a UN High-Level meeting on Thursday 25 September attended by UN Secretary General Ban Ki Moon, President Obama and President Barroso. In a joint event the United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) and WHO announced that approximately USD 1 billion was needed to tackle the outbreak. The United States of America is sending 3 000 military personnel to help build additional hospital facilities and provide beds in Liberia. The African Union, Cuba and South Africa will also send medical teams. The UN Security Council in its resolution on the Ebola epidemic requested the Secretary-General to help to ensure that all relevant United Nations System entities, including the WHO and the United Nations Humanitarian Air Service (UNHAS) accelerate their response to the Ebola outbreak. Despite the political engagement and funding committed so far, the needs for further financial contributions are both urgent and massive.

What for?

1. Response to the humanitarian health care needs

Rationale: Existing Ebola Treatment Centres (ETC) are not sufficient to treat all patients. The existing ETCs need continued funding and additional ones need to be set up. In order to respond to the ever increasing number of cases, additional smaller and lighter Community Care Centres (CCC) need to be created. Furthermore, support from external partners is needed for the regular health services in Sierra Leone and Liberia which are collapsing.

Programmes/activities to be funded: Support operations of existing ETC; support the creation of new ETC; support the creation of CCC; evacuation of infected international humanitarian staff; support the regular health systems

Geographical areas where coverage needs to be enhanced: Guinea, Sierra Leone and Liberia with the possibility to intervene in any newly affected country.

2. Containment of the epidemic through prevention, sensitisation, Water, Sanitation and Hygiene (WASH)

Rationale: The spread of the Ebola infection is linked to the direct contact with body fluids during the disease phase and after a patient has died. All contacts of an infected patient need to be traced and followed up. Improving hygiene and access to water at household and health care facility level is central to controlling the disease. Misconceived ideas and traditional funeral practices contribute to the spread of the epidemic.

Programmes/activities to be funded: Support containment measures such as water, sanitation, hygiene, waste disposal, contact tracing, communication, community sensitisation, safe burial procedures.

Geographical areas where coverage needs to be enhanced: Guinea, Sierra Leone, Liberia.

3. Coordination and logistics

Rationale: The unprecedented involvement of the international community, as well as the disruptive nature of the epidemic on the Government services, has created the need for an efficient and comprehensive coordination architecture. Expertise on Ebola treatment and containment measures are in high need. Transport and procurement is difficult because of the nature of the rural environment and because of the travel restrictions.

Programmes/activities to be funded: Coordination, Technical Expertise, Transport, Logistics. Procurement of: essential drugs and equipment, household hygiene kits, personal protective equipment

Geographical areas where coverage needs to be enhanced: Guinea, Sierra Leone, Liberia.